



La Commune



France : La grève du vote

Chronique n°16 du 7 au 21 juin 2009

supplément à **La Commune**

journal en langue française de militants du NPA

membres du courant international Mouvement Socialiste des Travailleurs-International-(IV^{ème} Internationale)

n°16 du 7 au 21 juin 2009

"La lutte de classe est nationale dans sa forme, internationale dans son contenu"
(Karl Marx)

SOMMAIRE:

France : La grève du vote

Nos liens :

Venezuela : www.aporrea.org
www.mareasocialista.com

Argentine : www.mst.org.ar

France : www.npa2009.org

Annexe

13 juin 2009 JDD.fr - **Besancenot: "Qui, à gauche, pourra tirer les marrons du feu?"**

Lutte de classes en France

Près de 60% d'abstentions aux élections européennes

La grève du vote

Rappelons d'abord les résultats comparatifs 2004-2009

	2004		% inscrits		2009		% inscrits			
	Inscrits		41 518 595		44 282 679					
	Abstentions		23 765 992		57,24		26 282 255		59,35	
	votants		17 752 603		42,76		18 000 454		40,65	
	nuls		585 245		01,41		781 480		01,76	
	exprimés		17 167 358		41,35		17 218 974		38,89	

	2004		% inscrits		2009		% inscrits		différence			
	PS		4 960 756		11,95		2 837 674		06,41		- 5,54	
	PCF/FG		1 009 976		02,43		1 041 755		02,35		- 0,08	
	LO-LCR/NPA		440 134		01,06		840 713		01,90		+ 1,30	
	LO		206 119		00,46							
	Les Verts		1 271 394		03,06		2 802 950		06,33		+ 3,27	
	UDF		2 053 446		04,95		1 455 225		03,29		- 1,66	
	UMP		2 856 368		06,88		4 798 921		10,84		+ 3,96	
	MPF/CNPT		1 145 839		02,76		826 269		01,87		- 1,51	
	CNPT		297 273		00,72							
	FN		1 684 947		04,06		1 091 681		2,47		- 1, 59	

1-l'abstention ouvrière et jeune : le rejet de l'Union européenne

Le fait déterminant est donc, une nouvelle fois, la progression des abstentions à hauteur de 60%, un véritable tsunami abstentionniste, un abstentionnisme qui prend l'ampleur d'une grève du vote, un boycott rampant pourrait-on dire, qui renferme un incompressible rejet de l'Union européenne, cette machine à privatiser, à déréglementer, à niveler vers le bas, à réduire les dépenses publiques, à fabriquer de la concurrence sans entrave.

A nouveau, cet abstentionnisme est encore accentué dans les banlieues ouvrières. Prenons le Val- de -Marne, par exemple :

Villeneuve saint Georges : 71,4 %
Valenton : 70,7 %
Orly : 68,7%
Bonneuil : 66,8%

Ces villes sont parmi les plus pauvres du 94.

Prenons des résultats plus globaux, dans les départements les plus exposés à la crise :

Bouches-du-Rhône : 62,1%
Nord: 62,09%
Pas de Calais : 60,47%

Comme l'indique le tract national du NPA du 9 juin

" Cette abstention est particulièrement forte dans les quartiers ouvriers et populaires, les plus frappés par les effets de la crise du capitalisme, le chômage, la misère. En restant chez eux, nombre d'électeurs, en particulier dans la jeunesse et les classes populaires, ont envoyé un message clair : cette Europe n'est pas la nôtre ! "

Les médias ne s'attardent pas sur ces indications politiques de la plus haute importance, en ce qu'elles s'inscrivent dans le processus plus profond de radicalisation des classes et couches exploitées entraînant dans son sillage des secteurs toujours plus large de la dite classe moyenne.

Pourtant, selon un sondage de sortie des urnes, les abstentionnistes, ce sont 70% des électeurs de 18-24 ans, 72% des 25-34 ans, 65% des 35-49 ans, 69% des ouvriers, 66% des employés (Le Monde du 9 juin selon un sondage Opinionway). C'est donc bien d'une abstention ouvrière et jeune dont il s'agit. Comme le rappelle Olivier Besancenot dans une récente interview : **" Les milieux auxquels le NPA s'adresse, et dans lesquels il agit, sont des milieux populaires, plutôt précaires et plutôt jeunes. Ce sont les plus susceptibles de s'abstenir. Et les plus politisés d'entre eux nous répètent que la dernière fois qu'on leur a demandé leur avis -pour le traité constitutionnel en 2005- tout le monde s'est assis sur le vote du peuple. Dès lors, cette élection ne nous était pas favorable. D'après les sondages, 73% de nos électeurs ne sont pas allés voter. Si tous les gens qui partageaient nos idées y étaient allés, on aurait probablement des élus, car dans trois circonscriptions ça s'est joué à quelques voix. C'est notre seule petite frustration."** (cf. annexe)

Ajoutons que dans un récent sondage du 13 juin, à la question : **" le résultat du vote du 7 juin a -t-il été un vote en faveur du gouvernement ?"**, 30 % des sondés répondent oui contre 60 % qui disent non, preuve supplémentaire s'il en est que Sarkozy aurait tort de croire que le résultat de l'UMP est un plébiscite de sa politique.

De ce point de vue, il convient donc de comprendre que le contenu de l'abstention ouvrière, populaire et jeune est bien loin d'être une expression de passivité ou d'impuissance mais bien celle d'un rejet catégorique des partis institutionnels qui apparaissent, à juste titre, comme ayant partie liée à l'Union européenne capitaliste, porteuse de chômage, de précarité et de misère. Pour l'essentiel et de manière consciente ou semi-consciente, il ne s'agit pas seulement de défiance mais bien plus d'abord et avant tout de refus et de rejet des politiques pro-bourgeoises, pro-capitalistes des grands partis institutionnels, de gauche comme de droite. Et ceux-là auraient bien tort de minimiser ou pire d'ignorer ce phénomène d'autant que les abstentionnistes du 7 juin sont les mêmes que les grévistes des derniers mois, des dernières années, dont l'aspiration au " tous ensemble " a été jusqu'à présent contenue, bien qu'avec peine par les appareils syndicaux précisément liés corps et biens aux partis pro-Union européenne.

2- Effondrement et déroute du PS

Le Parti socialiste perd 2 millions de voix entre 2004 et 2009. C'est incontestablement le grand perdant de ces élections. Il paie ainsi des années de soumission au cadre de Maastricht-Amsterdam-Lisbonne. C'est d'ailleurs un phénomène qu'on retrouve dans toute l'Europe, singulièrement dans l'Etat espagnol et en Grande-Bretagne. En France, cette base électorale du PS qu'on avait vue passer lors des élections présidentielles au MODEM, créant le " miracle-mirage Bayrou " est cette fois passée en masse soit à l'abstention, soit au vote " Verts ", créant d'ailleurs au passage un autre " mirage ".

Cet " électorat " issu du PS qui avait frayé avec le MODEM lors des présidentielles de 2007 puis s'en était retourné au bercail " socialiste " lors des municipales de 2008 est donc finalement tombé dans l'escarcelle des Verts. Une préfiguration de cette tendance nous avait été donnée, par anticipation et en exclusivité, par l'élection de Dominique Voynet à la tête de la mairie de Montreuil face à un bloc PS-PCF autour du maire sortant.

3- Le vote Europe-écologie : une nébuleuse hybride et volatile

Il découle de ce que nous indiquons précédemment. Depuis fort longtemps, l'électorat du PS est devenu

composite, compensant le déclin de ce parti parmi les ouvriers et les salariés " de base " par une emprise sur une partie des couches supérieures de salariés et des professions libérales. C'est dans cette fraction de la petite bourgeoisie que le PS perd pied. C'est cette fraction de la classe moyenne que le MODEM a tenté de lui ravir. Un temps attiré par la formation menée par Bayrou, cet " électorat " détaché du PS a vu dans Europe Ecologie une " alternative " plus à gauche que le MODEM au PS, moyennant la caution apportée par le " rebelle " José Bové (allié à l'ancien " rebelle " Daniel Cohn-Bendit), à ce marais hybride qui est une tentative de donner à la petite bourgeoisie une représentation politique autonome sur des bases très, très équivoques, en particulier sur la question de l'Europe. Faut-il rappeler que Cohn Bendit est depuis le premier jour un ardent partisan de l'Union Européenne dans toutes ses déclinaisons Maastricht-Amsterdam-Lisbonne ? Et faut-il poser aux " Verts ", à José Bové et consorts la question : l'Union européenne capitaliste de votre ami politique Cohn Bendit est-elle compatible avec le combat écologique ?

Quoi qu'il en soit, le PS est à la croisée des chemins. Miné par les luttes intestines, délaissé par sa base électorale traditionnelle, il paie en toute logique sa politique de soumission sinon même d'anticipation de toutes les contre-réformes anti-ouvrières de la Vème République. Il passe à la caisse en somme. Et ça n'est pas fini.

4- Résultats du Front de gauche-PCF-Mélenchon : l'écume des choses

En tout cas, le déclin évident du PS n'a pas profité, même à la marge, au Front de gauche dont il nous faut ici apprécier le résultat en rapport avec celui qu'obtint le PCF en 2004 et non selon les sondages conçus il y a six mois.

En 2004, le PCF a donc obtenu 1 009 976 voix, soit 5,88% des exprimés et 2,43% des inscrits. Ce 7 juin, le front de gauche obtient : 1 041 755 voix, soit 6,05% des électeurs exprimés et 2,35% des inscrits ! Autant dire une baisse nette de 0,08% ! Quant aux 31 779 voix de plus par rapport au score du PCF en 2004, elles ne manifestent en rien un renforcement même microscopique puisque dans le même temps, il y a 3 millions d'inscrits supplémentaires.

Tout au plus peut-on dire que le PCF a effectivement réussi-pour combien de temps ?- à contenir son déclin dans ces élections et donc à sauver-provisoirement-les meubles. Mais de miracle, non pas. Et le renfort de Mélenchon et de ses maigres troupes n'a pas permis d'inverser la tendance, n'en déplaise aux médias qui se sont empressés de présenter les résultats du Front de gauche comme un succès face à nos résultats. Mais les chiffres sont têtus. A propos de Mélenchon, celui-ci a déclaré (interview à LCP le 12 juin) que l'idée d'un rapprochement encore plus serré avec le PCF le " titillait " d'autant que le Parti de Gauche a demandé dernièrement son adhésion au Front de Gauche européen qui regroupe entre autres le PCF. Mélenchon a servi de supplétif au PCF dans ces élections. Il est donc dans l'ordre des choses que son aspiration-intégration dans le Parti stalinien le " titille " surtout s'il veut assurer son avenir politique et son strapontin, alors qu'il a été contraint de démissionner de celui de sénateur.

5-Nos résultats : un premier pas prometteur qui en appelle d'autres

Avec 840 713 voix et 4,88% des exprimés, il n'y a pas à rougir de nos résultats, bien à l'inverse. Si on apprécie ce résultat par rapport à celui des listes LCR-LO en 2004 :

| LO - LCR : 440 134 voix | 1,06% des inscrits | 2,56% des exprimés |
| NPA : 840 713 voix | 1,90% des inscrits | 4,88% des exprimés |

Ainsi donc, entre 2004 et 2009, le nombre de voix a presque doublé. Cela fait plusieurs centaines de milliers de voix supplémentaires. Si on y ajoute les voix recueillies par LO, en 2009, nous avons :

| LO : 206 119 voix | 0,46 % des inscrits | 1,20% des exprimés |

[Sources : www.europe-politique.eu/electionseuropeennes]

C'est ainsi que l'extrême-gauche totalise 1 046 832 voix, soit 2,36% des inscrits et 6,09 % des exprimés. L'extrême-gauche se place donc nettement devant le Front de gauche qui lui a recueilli, rappelons-le 1 009 976 voix. Le Front de gauche a raté son opération. Il n'a pu ni percer, ni même enrayer l'inexorable laminage de l'électorat du PCF.

Bien entendu, nous, militants et fondateurs du NPA aurions préféré un meilleur résultat mais tout le monde sait pertinemment qu'une grande partie des électeurs qui sympathisent avec le NPA ont préféré cette fois s'abstenir et

exprimé de cette façon à leur refus de l'Europe des trusts et du Capital. (cf. annexe)

Sans doute y a-t-il des leçons à tirer de l'ensemble de ces enseignements, en particulier le fait que nous aurions certainement dû nous démarquer plus encore de ce que nous avons fait par rapport au Front de gauche qui a fait de nous ses ennemis et têtes de turcs pendant la campagne. Sans doute aurions-nous donc dû accentuer, redoubler d'activité sur notre combat pour l'interdiction des licenciements, terrain que n'aime pas le PCF qui préfère " accompagner " les licenciements et les " plans sociaux " et qui impulse la politique de soumission de l'appareil confédéral de la CGT et de ses " journées d'action " à répétition.- - -

Quoi qu'il en soit, à cette étape, ces élections confirment à leur manière qu'il existe un boulevard pour la construction du Nouveau Parti Anticapitaliste tout comme elle confirme, au travers de l'abstentionnisme ouvrier et populaire très conscient, l'aspiration grandissante à la rupture avec la bourgeoisie, avec le Capital et ses plans, le refus de la surexploitation et de l'exploitation, la volonté de combat contre l'oppression.

Comme l'affirme le tract NPA cité plus haut :

" Plus de 800 000 travailleuses, travailleurs, jeunes, chômeurs et précaires - 5 % des votants - ont avec nous exprimé leur colère, leur volonté de dire une nouvelle fois non à cette Europe, non aux attaques dont ils sont les victimes. Ils ont ainsi permis à notre parti, leur parti, de s'affirmer comme une force nationale qui comptera, demain, dans les combats sociaux et politiques du monde du travail. "

De toute évidence, le PS paie au prix fort son soutien à l'intégration européenne capitaliste, son soutien au traité constitutionnel européen et au traité de Lisbonne. Partout, en Europe, la social-démocratie est désavouée du fait de son soutien à l'UE et à tous ses traités. Momentanément, la décomposition du PS façonne des créatures hybrides et, gageons-le, éphémères telles Europe Ecologie, et n'autorise pas plus un quelconque regain du PCF qui ne renaîtra pas de ses cendres, quels que soient les replâtrages conjoncturels.

Le tract NPA souligne nettement : **" Le désaveu des partis institutionnels "**

" Tout a été fait pour que grandissent cette colère et ce désaveu. Les partis institutionnels, dont le Parti socialiste, se sont assis sur le non au référendum de 2005 en imposant, par la voie parlementaire, un traité jumeau de celui qui avait été majoritairement rejeté. Quelle façon de dire clairement à la population que son avis ne compte pas, que l'Europe capitaliste se construit contre les peuples, au mépris de leur opinion comme de leurs intérêts ! Le Parti socialiste, qu'il soit au gouvernement ou pas a participé à cette politique. C'est cela qu'il paye aujourd'hui. Le même phénomène d'abstention massive se produit au niveau de toute l'Europe au profit des forces réactionnaires. Le Parlement qui sort de ce suffrage ne représente pas les peuples ni les courants d'idées qui les traversent, il est sans légitimité."

6- l'UMP : 3 électeurs exprimés sur 10, 1 électeur inscrit sur 10

En France, l'UMP, si elle a remporté arithmétiquement ces élections n'a pas de quoi pavoiser pour autant. L'UMP a recueilli le vote d'1 électeur inscrit sur 10, de 3 sur 10 exprimés. Sarkozy ne peut ainsi se prévaloir du moindre soutien populaire ou électoral sérieux. Ajoutons d'ailleurs que la poursuite de l'effondrement du FN et de l'extrême-droite, en faveur de l'UMP est un autre des enseignements de ces élections puisque le FN + le MPF (De Villiers) + le CPNT recueillaient 3 128 059 voix, soit 7,53 % des inscrits en 2004 contre 1 917 950 voix, soit 4,33 % des inscrits en 2009 si on additionne les voix du FN à celles de Libertas, la coalition De Villiers-CPNT

Dans cette situation de crise politique se combinant à la crise économique d'ensemble, Le NPA porte en lui l'espoir de la jeunesse et les aspirations de militants ouvriers, de syndicalistes, de salariés déterminés à ne pas se laisser licencier ou remettre en cause leurs acquis sans combattre, cherchant les voies et les moyens de l'action efficace et du TOUS ENSEMBLE pour défaire Sarkozy et ses plans !

Place au NPA !

Pedro Carrasquedo, membre du Comité NPA Mauléon-Soule (Pays Basque)

Daniel Petri, sympathisant NPA, ancien conseiller municipal d'Alfortville (94)

Jean Paul Cros, sympathisant NPA (Hérault)

Annexe 1 :

O. Besancenot: "Qui, à gauche, pourra tirer les marrons du feu ?"

13 juin 2009 JDD.fr

Dimanche, le NPA n'a obtenu aucun siège au Parlement européen. Mais Olivier Besancenot se réjouit de voir la gauche anticapitaliste faire un score de 12%, et appelle toute la gauche, y compris le PS, à "résister ensemble, sans sectarisme, face à la droite". Car si l'opposition n'obtient pas rapidement "une victoire sociale", c'est toute la gauche qui sera en mauvaise posture...

Réunis dans le Front de gauche, le Parti communiste, pourtant en perte de vitesse, et le tout jeune Parti de gauche de Jean-Luc Mélenchon ont fait un meilleur score que le NPA. Comment l'analysez-vous ?

Il faut comparer notre score avec ce qui lui est comparable; aux dernières européennes, la LCR (d'où est en partie issu le NPA, ndlr) s'était présentée avec LO et ensemble elles avaient fait 2,5%. Le parti communiste faisait déjà à l'époque environ 6%, sans Mélenchon. Aujourd'hui, le NPA fait 5% à lui seul. On ne s'est jamais fixé comme objectif d'être devant le Front de gauche; ce n'est pas un échec d'être derrière. Mais cette élection confirme qu'il faut compter avec une gauche anticapitaliste en France. Il y a un espace pour cette gauche, un espace que le NPA occupe. Ce qui n'était pas gagné puisque c'était notre premier test électoral.

Pendant la campagne, plusieurs sondages donnaient pourtant le NPA devant. Que s'est-il passé: un problème de stratégie, d'électorat ?

Les milieux auxquels le NPA s'adresse, et dans lesquels il agit, sont des milieux populaires, plutôt précaires et plutôt jeunes. Ce sont les plus susceptibles de s'abstenir. Et les plus politisés d'entre eux nous répètent que la dernière fois qu'on leur a demandé leur avis -pour le traité constitutionnel en 2005- tout le monde s'est assis sur le vote du peuple. Dès lors, cette élection ne nous était pas favorable. D'après les sondages, 73% de nos électeurs ne sont pas allés voter. Si tous les gens qui partageaient nos idées y étaient allés, on aurait probablement des élus, car dans trois circonscriptions ça s'est joué à quelques voix. C'est notre seule petite frustration.

Le contexte de cette élection était le même pour tous...

Non, tous les partis n'ont pas été touchés de la même façon par l'abstention. Les gens les plus touchés par la crise économique sont ceux qui s'impliquent le moins dans un scrutin électoral. Ceux qui se sont déplacés pour voter sont les gens qui vivent en centre-ville et qui appartiennent aux milieux sociaux les plus stables. Le NPA s'est battu pour convaincre les personnes des milieux populaires d'aller voter; il y est arrivé en partie, mais pas complètement.

L'extrême-gauche est à 12%; envisagez-vous une alliance avec le PC et Mélenchon pour peser dans le rapport de force ?

J'ai entendu le Front de gauche dire qu'il voulait s'élargir à la fois vers le NPA et vers le Parti socialiste, dans le but de trouver une vocation majoritaire. Au NPA, nous tendons nous aussi la main au PC et aux partis de gauche, mais sur des bases clairement anticapitalistes et indépendamment de la direction du PS. Parce qu'il faut être cohérent: pour les élections régionales par exemple, il faut savoir si on veut participer avec les socialistes à des exécutifs régionaux qui distribuent -encore maintenant- des subventions publiques à des groupes qui font des bénéfices et qui licencient quand même. Pour nous, c'est non. Et ce sont sur ces bases anticapitalistes qu'il faut rassembler. Mais ce n'est pas ce que pense le Front de gauche. Nous n'avons pas d'ennemis dans ce camp; nous n'avons pas, pour notre part, mené de campagne agressive vis-à-vis d'eux. Tout ce qu'on peut faire ensemble, on le fait. Mais on n'esquive pas les sujets qui fâchent.

Au PS aussi, on regarde dans votre direction: Malek Boutih propose de faire des états généraux de la gauche, avec vous, pour constituer une coalition anti-Sarkozy, vous êtes d'accord ?

Le PS pourrait peut-être commencer par accepter les propositions unitaires qu'on lui fait depuis des mois : aller ensemble dans les entreprises qui ferment, pour soutenir les salariés qui résistent aux licenciements -ceux de Goodyear par exemple. Plutôt que de jouer le énième épisode de telles ou telles assises, il faudrait commencer par le commencement : résister ensemble face à la droite. C'est précisément ce qu'on n'arrive pas à faire depuis des mois et c'est d'ailleurs la seule force de la droite. La gauche mérite mieux que l'éternel recommencement des vieilles moutures d'union de la gauche et de la gauche plurielle. On refuse le tout ou rien : il faut agir sans sectarisme face à la droite et assumer nos désaccords avec le PS et ses futurs alliés, qui inscrivent leur orientation politique dans le cadre de l'économie de marché.

Alors concrètement, vous proposez quoi au PS ?

De constituer un arc de forces politiques et sociales qui soit capable de soutenir les mobilisations sociales pour pousser à l'unification des luttes, comme on a connu dans la mobilisation contre le CPE (Contrat première embauche) sous Villepin. Dans les semaines et les mois à venir, on a besoin d'une victoire sociale, parce que si on n'arrive pas à bloquer le gouvernement, le rapport de force va se dégrader. Et alors je ne vois pas qui, à gauche, pourra tirer ses marrons du feu.

Modifié le lundi 22 juin 2009

Voir aussi dans la catégorie **Lettre de la Commune - Chronique Hebdo**



Il y a quelque chose de pourri au royaume de Macron

Un pouvoir en marche pour sa réélection qui n'en finit pas de traîner des casseroles judiciaires ... Une classe politique en décalage total avec la clairvoyance des masses ... la fin de régime... >>



« La colère sociale est là » ...

A la question ; « Craignez-vous un printemps social ? », Philippe Martinez, secrétaire général de la CGT, invité au Grand Jury RTL-Le Figaro-LCI du 31 janvier 2021, avait répondu : « Non, je... >>



Nous sommes en guerre ... contre Macron !

Leurs élections valent plus que nos vies ! Au plus haut niveau de l'État, toutes et tous savaient, aucun.e n'a rien fait ! C'est l'aveu de l'ex-ministre de la santé, Agnès Buzyn, fait... >>



Pour en finir avec Macron !

La Lettre de La Commune, nouvelle série, n° 124 - Jeudi 30 janvier 2020
Après 56 jours d'un conflit historique, c'est peu dire que Macron et sa politique sont rejetés par une grande majorité... >>



PAS DE RETRAIT, PAS DE TRÊVE ! PAS DE RETRAIT, PAS DE RENTRÉE !

La Lettre de La Commune, nouvelle série, n° 123 - Samedi 28 décembre 2019
Déjouant tous les pronostics, la détermination et la pugnacité des grévistes restent intactes au 24ème jour de grève... >>



Contre Macron et sa réforme des retraites : grève générale !

La démonstration de force des salariés contre la réforme des retraites engagée le 5 décembre se poursuit et certains secteurs très déterminés comme les transports publics (SNCF, RATP),... >>